

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Parc éolien des Longues Roies

43 bd des bouvets
CS 90310
92000 Nanterre

Références : D2 i 2025 1129
Code AIOT : 0005704882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SAS Parc éolien des Longues Roies implanté Parc éolien des Longues Roies 51240 Songy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection s'est rendue sur le site afin de mener la première visite après mise en service industrielle datant de juin 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Parc éolien des Longues Roies
- Parc éolien des Longues Roies 51240 Songy

- Code AIOT : 0005704882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Longues Roies est un parc éolien de 13 éoliennes à Songy, autorisé par arrêté préfectoral du 22 juillet 2016. La mise en service industrielle date de juin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Voie d'accès carrossable	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Conformité des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
4	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
6	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
7	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet
9	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
11	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
12	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Arrêts d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
14	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
15	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
16	Élimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
17	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
19	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
20	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection un point de non-conformité concernant la situation administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Localisation des installations du site
Constats : L'exploitant a présenté l'extrait K-bis du parc mais ne dispose pas de relevé de géomètre attestant de la conformité des coordonnées des machines. La plateforme Outil de Référencement des Eoliennes (OREOL) a été mise à jour avec les informations concernant le site de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un relevé d'un géomètre permettant d'attester la conformité de la localisation des machines avec les coordonnées indiquées dans l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 est à transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Voie d'accès carrossable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable, au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Par sondage, l'Inspection a constaté que le site dispose de voies carrossables et que les abords de l'exploitation sont maintenus en bon état de propreté et exempts de tout déchet. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conforme aux dispositions de la norme NF EN 61 400-1 (version de juin 2006) ou CEI 61 400-1 (version de 2005) ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union Européenne. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les rapports des organismes compétents attestant de la conformité des aérogénérateurs à la norme précitée. En outre, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.
Constats : L'exploitant a présenté le certificat de conformité du constructeur datant du 26 novembre 2020 par le fabricant des machines. Le document atteste notamment du respect de la norme CEI 61 400-1. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. L'installation respecte la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de protection contre la foudre du 31/05/2021. Le rapport porte sur les treize éoliennes du parc ainsi que sur les cinq poste de livraisons. Aucune non-conformité n'a été signalée dans le document vis-à-vis de la mise à la terre des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables. Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100, NFC 13-100 et NFC 13-200 dans leur version en vigueur à la date du dépôt de dossier de demande d'autorisation. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
Constats : Le rapport de conformité électrique du 24/03/2021 atteste de l'absence de non-conformité vis-à-vis des normes NFC15-100 et NFC13-200 des aérogénérateurs. Aucun écart à la prescription contrôlée n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du Code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du Code de l'aviation civile.

Constats : L'exploitant a présenté le certificat du 18/01/2019 attestant de la conformité du balisage. L'Inspection n'a pas constaté d'écarts à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Dans les 12 mois qui suivent la mise en fonctionnement de l'installation (sauf dérogation) puis 1 fois tous les 10 ans, l'exploitant met en place un suivi environnementale permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre en charge des installations classées. Ce suivi est transmis à l'inspection au plus tard 6 mois après la dernière campagne.
Constats : Des suivis environnementaux sont en cours depuis janvier 2021. Un système de détection avifaune est installé sur les éoliennes E2,E3,E5,E7,E10 et E11 depuis mai 2025. L'exploitant réalise un suivi de mortalité sur ce parc afin de vérifier l'efficacité du bridage automatique. Il est rappelé que le rapport du suivi sur la période 2024-2025 sera à transmettre aux services de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Autre, Mesure acoustique
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [...]
Constats : L'exploitant a fourni l'étude acoustique réalisée sur le parc entre avril 2023 et mai 2023. Le

<p>rapport a été transmis à l'Inspection.</p> <p>Aucun dépassement ou émergence contraire à la prescription contrôlée n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Accès aux aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au moment de la visite, les accès à l'aérogénérateur E8 et au PDL 5 étaient fermés à clef. Par sondage, l'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Identification des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Les aérogénérateurs sont identifiés par un numéro lisible sur leur mât, qui correspond avec celui mentionné dans l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016. Des panneaux sont présents sur le site indiquant notamment l'interdiction de pénétrer dans les machines, la mise en garde face aux risques d'électrocution et les numéros à composer en cas d'urgence. Le numéro d'appel de l'exploitant y est ajouté. Une permanence est en place afin d'être joignable à toute heure de la journée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation des ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant s'assure que le personnel est formé pour intervenir sur les machines via une plateforme numérique qui recense les formations suivies par les intervenants. Ces derniers sont autorisés à travailler sur le site si les formations nécessaires ont été effectuées et sont encore en cours de validité. Par sondage, l'Inspection a constaté la bonne détention de certifications de travail en hauteur et d'habilitation électrique pour le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'Inspection a constaté que l'intérieur de la machine E8 ainsi que l'intérieur du PDL 5 étaient propres , aucun matériau combustible n'y était entreposé au moment de la visite. Aucun écart à la prescription contrôlée n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais

<p>permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.</p> <p>L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports des essais d'arrêt d'urgence, des essais de mise à l'arrêt en cas de survitesse et des mises à l'arrêt manuelles datant du 09/03/2025. Les éléments apportés ne montrent aucune non-conformité concernant la machine E5. Les résultats des tests et rapports de contrôles sont consignés dans un registre qui a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a constaté de non-conformité concernant les équipements d'arrêt d'urgence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Contrôle des brides de fixation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir</p>

<p>leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le rapport du 29/03/2021 fourni par l'exploitant, un contrôle des brides de fixation, des mâts ainsi que des SIS (Systèmes Instrumentés de Sécurité) des éoliennes du parc a été effectué. Il n'a été fait état d'aucune non-conformité.</p> <p>La maintenance annuelle du 09/03/2025 de l'éolienne E5 n'a pas relevé d'écart concernant les brides de fixation, les brides de mât, la fixation des pales ou l'état du mât.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart concernant les prescriptions contrôlées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Manuel d'entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un registre dématérialisé permet de retracer heure par heure les interventions qui ont eu lieu sur le parc. La nature de celles-ci, les défaillances observées ainsi que les actions préventives et correctives y sont renseignées. Aucun écart à la prescription contrôlée n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Élimination des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>

<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, le site dispose d'un conteneur à proximité de l'éolienne E10 permettant le stockage de déchets. D'après le bordereau de suivi de déchet n°20240417 le parc est bien décrit comme étant l'émetteur des déchets (huile usagée 3t), la destination est également renseignée. Une prospection par sondage a permis de vérifier le respect de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan de prévention de l'exploitant rappelle notamment les procédures à suivre en cas d'urgence, les précautions à prendre lors d'une intervention sur le site. Ce document est signé par les entreprises susceptibles d'intervenir sur site. Des agents d'astreintes sont joignables en cas d'alerte sur site 24h/24h. Les numéros de téléphone requis sont indiqués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui

<p>informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. Ce dernier est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes ;</p> <p>- d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinctions ont appropriés aux risques à combattre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a ciblé l'extincteur de l'éolienne E8 ainsi que celui du PDL 5. Le contrôle a été effectué en mai 2025. Les agents d'extinctions visés sont visibles, en bon état apparent et dégagés de toute encombre. Aucune non-conformité n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Détection de glace

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection de glace</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes.</p> <p>L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales.</p> <p>Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer de plusieurs capteurs lui permettant de déduire la formation de glace sur les pales de ses aérogénérateurs. Les consignes d'arrêts et de redémarrage en cas de déduction de glace sont répertoriées dans le Plan de Prévention et dans le Plan d'Urgence. Elles ont été présentées à l'inspection. L'exploitant déclare en outre qu'en cas de déduction de présence de glace, un arrêt automatique est enclenché. Une levée de doute est effectuée pour déterminer si l'aérogénérateur peut être relancé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du Code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'AMPG L'exploitant</p>

actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement présenté le jour de l'inspection expire le 31/03/2026. A l'expiration de cet acte, le montant des garanties financières doit être renouvelé conformément aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en vigueur.</p> <p>Aucun écart à la prescription contrôlée n'a été constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite